



Un président ne devrait pas dire cela !¹

Notre président est coutumier du fait. Rappelez-vous ! Dans sa longue quête mémorielle destinée à réaliser une impossible réconciliation entre la France et l'Algérie, monsieur Emmanuel Macron avait ajouté une étape le mercredi 26 janvier 2022 à l'Élysée. Ce véritable chemin de croix avait commencé en février 2017, à Alger, lorsque Emmanuel Macron, alors candidat à l'élection présidentielle, avait déclaré sur un média algérien que la colonisation avait été un « *crime contre l'humanité* », que la France « *devait présenter ses excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes* ».

Puis, le Président commanda à l'historien Benjamin Stora un rapport destiné à apaiser les mémoires rivales entre la France et l'Algérie autour de la guerre. Ce document, remis le 20 janvier 2021, proposait très modestement de dresser des « *passerelles sur des sujets toujours sensibles* » (disparus de la guerre, séquelles des essais nucléaires, partage des archives, coopération éditoriale, réhabilitation de figures historiques...). Mais, à sa lecture, il apparaît très nettement que la majorité des pas en avant attendus le sont de la France.

Le 26 janvier 2022, la cible visée était les rapatriés d'Algérie qui, depuis l'accession à la présidence de monsieur Macron, estimaient n'avoir reçu de lui aucun message de soutien ou de sympathie. Le palliatif à ces manquements passés a consisté à revenir sur la fusillade de la rue d'Isly à Alger, dans laquelle des dizaines de partisans de l'Algérie française furent tués par l'armée le 26 mars 1962. Le Président décrivit alors cet événement tragique en soulignant que « *les soldats français, déployés à contre-emploi, mal commandés, ont tiré sur des Français* ». « *Ce massacre du 26 mars 1962 est impardonnable pour la République* » ajouta monsieur Macron.

Il est vrai que pour faire bon poids et dans le cadre du « *en même temps* » qui lui est coutumier, le Président condamna aussi les massacres perpétrés à Oran par des Algériens, le 5 juillet 1962, qui firent entre plusieurs centaines et deux mille victimes parmi lesquelles des femmes et des enfants.

Le dimanche 7 avril 2024, c'est un autre dossier douloureux que le Président a décidé de rouvrir. A l'occasion du 30^e anniversaire du génocide au Rwanda, il a déclaré dans une vidéo : « *La France assume tout et exactement cela dans les termes que j'ai employés le 27 mai 2021* ». Ce jour-là, le président français était à Kigali et avait déclaré qu'il était venu « *reconnaître les responsabilités de la France* » dans des massacres qui avaient fait plus de 800 000 morts entre avril et juillet 1994 en ajoutant que « *Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos* ».

Il est vrai aussi, que le président de la République avait insisté sur le fait que la France n'avait pas été complice des génocidaires hutu et qu'il n'avait pas présenté d'excuses.

Donc, ce dimanche 7 avril 2024 il déclare n'avoir « *aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là* ». Mais, trois jours plus tôt, le jeudi 04 avril ; l'Élysée faisait savoir que la France « *aurait pu arrêter le génocide* » de 1994 au Rwanda « *avec ses alliés occidentaux et africains* », mais « *n'en a pas eu la volonté* », mots que d'aucuns ont pu interpréter comme un pas de plus dans la reconnaissance de responsabilités de notre pays.

¹ Titre emprunté au livre des journalistes d'investigation Gérard Davet et Fabrice Lhomme, publié le 12 octobre 2016 par les éditions Stock : « *Un président ne devrait pas dire ça...* », sous-titré « *Les secrets d'un quinquennat* ».

Dans les deux cas cités ci-dessus, des militaires français sont mis en cause.

Pour l'Algérie, il n'est pas admissible que 60 ans plus tard, un président de la République, chef des Armées, qui à l'époque des faits évoqués n'était pas né, porte dans un discours politique un tel jugement sur la façon dont les soldats étaient alors commandés. Est-il utile de rappeler que les soldats « *mal commandés* » d'alors, étaient, comme ceux d'aujourd'hui, sous les ordres du pouvoir politique ? Faire porter le chapeau aux militaires est une coutume dans notre République dès lors que cela permet d'épargner les responsables politiques. C'est le même procédé qui a été utilisé pour fustiger les « *fusilleurs pour l'exemple* » de la Grande Guerre.

Quant à l'opération Turquoise qui vit la France seule au Rwanda, tenter d'enrayer une folie collective, voici ce qu'en dit le général Jean-Claude Lafourcade qui depuis 40 ans défend l'honneur de ses soldats :

« A la fin de la mission, en août 1994, l'ensemble de la communauté internationale et les médias du monde entier ont salué le bilan positif de l'opération Turquoise. Mes soldats sont rentrés éprouvés par les horreurs des massacres et du génocide mais fiers d'avoir sauvé des vies et d'avoir amélioré le sort des populations. Les critiques contre leur action sont indignes, surtout que toutes les autres grandes puissances ont failli et portent finalement une grande part de responsabilité dans le drame rwandais. L'opération Turquoise s'est inscrite dans une nouvelle forme de crises et conflits, caractérisée par la faillite des Etats, des guerres civiles internes, des conflits ethniques et religieux où il est difficile pour une force d'intervention d'identifier l'adversaire. Plus que jamais nos soldats doivent faire preuve d'intelligence de situation, de maîtrise de soi et de professionnalisme. C'est bien ce que nous avons prouvé avec l'opération Turquoise. »

A cela, je me permets d'ajouter : « *Le chemin tortueux de la repentance ne peut que s'enliser dans les sables mouvants.*»²

Gilbert ROBINET
Secrétaire général de l'UFAC

La teneur des propos de ce texte n'engage que la responsabilité de son auteur

² Expression utilisée par Barbara Lefebvre dans *Le Figaro Vox* du 27 janvier 2020.